

Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Libertés Publiques et des Collectivités Locales
Bureau du Droit de l'Environnement

**Arrêté portant mise en demeure
à l'encontre de la Société GERSYCOOP – site d'AUCH Arçon**

**Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 514-1 qui dispose:

«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'observation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé.....»

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 décembre 1998 autorisant la société LES SILOS DU MIRANDAIS, à exploiter une installation de stockage et conditionnement de céréales, sur le territoire de la commune d'AUCH ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, grains, produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées, en date du 27 septembre 2010 faisant suite à l'inspection réalisée le 1^{er} septembre 2010 ;

Considérant que l'exploitant ne dispose pas pour l'année 2009 d'un rapport de vérification des installations conforme à l'article 9 de l'arrêté du 29 mars 2004 ;

Considérant que l'exploitant ne dispose pas de système d'inertage des cellules béton de son site, conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas fait parvenir les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence aux services de secours, dont notamment les procédures d'inertage, conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas réalisé à ce jour une Analyse du Risque Foudre (ARF), conformément aux articles 1 et 2 de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L514-1 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des arrêtés susvisés ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gers,

ARRETE

Article 1^{er} :

Pour les installations de stockage et conditionnement de céréales qu'elle exploite sur la commune d'AUCH, **la Société GERSYCOOP est mise en demeure sous un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- se conformer aux dispositions des articles 9 et 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la

prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

- faire réaliser une Analyse du Risque Foudre (ARF) par un organisme agréé, conformément aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre,

Article 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement (consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité), indépendamment des poursuites pénales.

Article 3 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de PAU (BP 543 – PAU CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, et commence à courir le jour où la présente décision est notifiée.

Article 4 :

M. le Secrétaire Général, M. l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à M. le Maire d'AUCH.

Fait à Auch, le 9 novembre 2010

**Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,**

Signé : **Serge GONZALEZ.**